

La guerre de l'eau

Feu Hassan II aimait narguer ses voisins algériens en soutenant qu'il accordait ses premiers efforts à capter et à valoriser des ressources hydrauliques durables pendant que, eux, exploitaient des ressources énergétiques non renouvelables. Il faut bien avouer que, sur ce point précis, l'Histoire lui a donné raison puisque, trente années plus tard, il ne reste des projections socialistes prométhéennes rivées sur l'évolution des cours du brut que l'amertume des illusions perdues.

Force est de constater que nous gérons déjà mal une ressource pourtant rare et coûteuse : les fuites d'eau dues aux branchements illicites ou défectueux sont estimées à 30-40 % dans la seule capitale. Appel est fait à l'entreprise française Suez pour mettre de l'ordre dans sa distribution à Alger au cours des cinq prochaines années. Outre ces économies non négligeables, la mobilisation de nouvelles ressources englobe également la mise en production d'unités de dessalement d'eau de mer à partir de la fin de l'été prochain.

Ces assurances récemment apportées par M. Abdelmalek Sellal, ministre des Ressources en eau, sur les ondes de la radio nationale n'indiquent pas le niveau de couverture des besoins domestiques, de l'agriculture et de l'industrie. Selon le célèbre et incontournable World Resources Institute, la quantité minimale nécessaire est de l'ordre d'une quarantaine de litres par jour et par personne, dont 2 à 3 litres pour la boisson. La même source indique que le seuil de 1 700 m3 est celui à partir duquel des pénuries peuvent être fréquentes. On parle alors de «stress hydrique», un seuil dont on sait qu'il est atteint par certaines régions ou villes de notre

pays, en permanence ou par cycle en fonction des caprices du ciel et de l'état, peu enviable, de nos barrages.

Qui est et pourquoi Suez ? Construite autour de son métier de base, l'eau et l'énergie, celle-ci affiche une bonne santé, avant de laisser apparaître au début de l'année 2002 un énorme déficit de 900 millions d'euros et une dette de 28 milliards d'euros, suite à ses déboires en Argentine, responsables d'un peu plus de la moitié (500 millions d'euros) de ce même déficit.

Gérard Mestrallet, le PDG de Suez, avait promis, dès l'annonce de la mauvaise nouvelle, de réduire la dette de Suez (28 milliards d'euros) d'un tiers d'ici à la fin de l'année écoulée moyennant la vente de nombreuses activités : résiliation du contrat avec la ville de Manille aux Philippines, retrait de Jakarta en Indonésie, et vente de la filiale anglaise Northumbrian.

Pourquoi intervenir à Alger après ce déstabilisation partout dans le monde ? La question ne comporte aucune suspicion. Les grandes entreprises françaises du secteur, comme Suez, sont présentes sur les marchés émergents ou en développement depuis une dizaine d'années déjà. Suez est notamment bénéficiaire d'un contrat de concession de cinquante ans à Chongquing, en République populaire de Chine. En 2002, Suez avait également remporté d'importants contrats au Sénégal, au Burkina Faso et au Mexique. La pénétration des nouveaux marchés avait été parfois accompagnée de réactions de rejet : suite à la vente de deux sociétés de production d'électricité par le gouvernement péruvien à Tractebel, la filiale énergie de Suez, une grève générale et de violents affrontements ont eu lieu dans le

sud du pays faisant revenir le gouvernement sur sa décision. A Buenos Aires, les débuts de Suez dans l'eau ont été également difficiles. Pour faire face à ces réactions récurrentes, Suez s'est appliqué à démontrer sa capacité non seulement à faire des profits, mais aussi à contribuer à la solution des problèmes d'approvisionnement en eau potable dans les pays où il intervient. Il a notamment créé un Water Resources Advisory Committee, où siègent de nombreuses personnalités du Sud.

Le recours des Algériens à Suez est une forme de privatisation de la seule gestion de la ressource qui ne comporte pas de gros risques financiers. L'intérêt est ici réellement partagé puisque les gains escomptés d'une meilleure gestion que nous n'arrivons objectivement pas à mettre en place profitent aux deux partenaires : les Algériens n'ont à perdre que leurs fuites d'eau qui passent pour ainsi dire dans les poches de Suez !

M. Abdelmalek Sellal, ministre des ressources hydrauliques, estime à 4,2 milliards de dollars le montant des nouveaux chantiers destinés à «pérenniser» cette ressource rare pendant les 25 prochaines années. Il pointe du doigt une question dont nous réalisons tardivement le volet stratégique et dont il a été beaucoup question au Sommet mondial du développement durable qui s'est tenu récemment à Johannesburg, en Afrique du Sud.

L'eau est une activité très liée à la privatisation des services publics dans les pays soumis aux politiques d'ajustement structurel préconisées et étroitement surveillées par le FMI et la Banque mondiale. L'intention affichée ici est de lutter contre le fléau de l'eau insalubre, synony-

me de maladies et de mort puisque 3 millions d'enfants meurent chaque année d'une simple diarrhée provoquée par l'absorption d'une eau malsaine.

Souvent, l'eau ne manque pas pour satisfaire les besoins domestiques, mais plutôt l'argent : construire des usines d'eau potable, poser des canalisations pour acheminer le précieux liquide, creuser des égouts, épurer les eaux usées avant de les rejeter exigent des investissements considérables.

Où trouver l'argent ? Emboitant le pas à la Banque mondiale, c'est vers le privé que se tournent en priorité les pays demandeurs pour réaliser l'objectif, fixé au Sommet du développement durable de Johannesburg en août 2002, de fournir, d'ici à 2015, ces services vitaux à la moitié de la population qui en est dépourvue.

La privatisation en question ne fait pas l'unanimité. Bien au contraire. Riccardo Petrella, professeur à l'université de Louvain, auteur du *Manifeste de l'eau*. Pour un contrat mondial préfacé par l'ancien Premier ministre portugais Mario Soares, est un farouche adversaire de la privatisation de l'eau qu'il place au centre des mécanismes du pouvoir. Il écrit : «Les seigneurs de l'eau ont toujours existé. Le seigneur de l'eau tient son pouvoir de la maîtrise et de la propriété de l'eau, ou des mécanismes d'accès, d'appropriation et d'usage de l'eau. Cela lui permet de bénéficier au maximum des biens et des services matériels et immatériels que l'eau engendre ou permet d'engendrer. Il se trouve ainsi dans la possibilité d'augmenter ses capacités d'action et de perpétuer son pouvoir».

Au même titre que l'énergie, l'eau est au centre de conflits géopolitiques dont nous ne mesu-



Par Ammar Belhimer

rons pas toujours l'importance. La Turquie, Israël ou l'Egypte tiennent leur puissance régionale du contrôle des cours d'eau.

Il reste à trouver les moyens idoines pour garantir une gestion efficiente d'une telle ressource. L'amalgame entre privatisation de la gestion et privatisation de la ressource n'apporte pas une réponse théorique et pratique aux questions multiples et complexes que soulève aujourd'hui le droit de l'eau ; de même qu'il n'offre aucune alternative à l'incompétence, le laisser-aller et la gabegie, la corruption et les passe-droits que véhicule nécessairement un service public pléthorique et budgétivore.

A contrario, il convient de mettre en place des garde-fous contre les abus que peut générer une délégation du service public au privé.

Une autorité de régulation est là aussi indispensable pour garantir la transparence des contrats de gestion de l'eau, qui doivent être d'une durée raisonnable et réduite, et la transparence des comptes, notamment pour le calcul des charges et de la rentabilité.

A. B.

Les prix du pétrole continuent de grimper, proches de 50 dollars à New York

Les prix du pétrole continuaient de grimper lundi matin et remontaient vers le cap symbolique des 50 dollars à New York, dopés par le froid et par l'incertitude précédant la réunion de l'Opep et les élections irakiennes de dimanche. Sur le New York Mercantile Exchange, le baril de pétrole brut pour livraison en mars progressait de 56 cents à 49,09 USD lors des échanges électroniques vers 11H00 GMT (12H00 à Paris), après avoir atteint 49,24 USD plus tôt. Il avait bondi de 1,22 dollar vendredi.

Sur l'International Petroleum Exchange (IPE) de Londres, le baril de Brent de la mer du Nord prenait 54 cents à 46,27 dollars en séance électronique, après un gain de 1,41 dollar vendredi.

"Il fait froid aux Etats-Unis: New York est un peu sous la neige et il y a des températures très, très basses dans le nord-est des Etats-Unis", a relevé Frédéric Lasserre, analyste

à la Société Générale. "Il y a également une vague de froid qui est en train de descendre sur l'Europe, qui est juste en train d'arriver", a-t-il poursuivi.

"A priori, on va avoir une semaine très froide des deux côtés de l'Atlantique", a-t-il encore indiqué.

Du coup, les produits de chauffage (gasoil en Europe, fioul de chauffage aux Etats-Unis) poussent le brut à la hausse, a expliqué cet analyste, estimant que le cap des 50 dollars à New York pourrait être atteint "avant la fin de la journée". Une tempête de neige considérée comme étant l'une des cinq plus fortes en un siècle, souffle depuis la fin de la semaine dernière sur le nord-est des Etats-Unis, la région qui consomme le plus de fioul de chauffage au monde.

Au moins dix-huit personnes ont péri à cause de cette tempête, selon les médias américains lundi.

"Il y a un certain nombre de facteurs plutôt haus-



siers pour les cours en place sur le marché, comme la tempête dans le nord-est des Etats-Unis", a noté Victor Shum, du cabinet de consultants en éner-

gie Purvin and Gertz.

"Cette semaine est aussi la dernière avant la réunion de l'Opep et les élections irakiennes du 30 janvier, donc il y a beau-

coup d'incertitudes au sujet de ce que l'Opep va faire ou des risques de sabotage de l'infrastructure pétrolière en Irak", a ajouté cet expert. Le marché craint en effet que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) annonce une nouvelle baisse de sa production le 30 janvier à Vienne, afin d'éviter un net repli des cours à la fin de l'hiver, lorsque la demande retombera grâce au réchauffement des températures. Cependant, le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanghaneh, dont le pays est considéré comme le plus influent du cartel après l'Arabie saoudite, a assuré lundi que l'Opep n'annoncerait pas de décision sur son niveau de production le 30 janvier.

"Cette session sera de type consultatif et il n'y aura aucune décision de prise", a-t-il affirmé.

Selon M. Zanghaneh, toute décision sur les quotas de production devrait

être reportée à la réunion suivante du cartel, qui doit se tenir les 16 et 17 mars à Ispahan, en Iran.

"L'Opep craint que les cours chutent fortement au deuxième trimestre si les stocks se renflouent de manière excessive", ont souligné les analystes de la maison de courtage Succden. Le cartel parie sur une reconstitution des stocks de l'ordre de deux millions de barils/jour au deuxième trimestre.

D'un autre côté, a estimé M. Lasserre, "les prix sont déjà très élevés et continuent à monter, ce qui ne justifie pas une réduction des quotas".

"Prise entre les deux, peut-être que l'organisation va se grande sagesse va décider de remettre la décision à plus tard", a-t-il souligné. Le prix officiel du panier de l'Opep, moyenne de sept bruts mondiaux, s'est établi à 41,63 dollars le baril vendredi, contre 40,68 USD jeudi, selon le secrétariat du cartel.